

Le président de la République E. Macron persiste dans ses actes de repentance. Cette semaine, c'est l'affirmation renouvelée de la responsabilité de la France dans le génocide rwandais, tragédie bien sûr complètement condamnable. Il est toujours possible de s'interroger trente ans après, si et comment cela aurait pu être évité. Certes le premier geste est celui de commémorer et dans ce cas il faut participer à ces cérémonies mais faut-il en faire plus ?

Aussi que recherche le président de la République ? Effacer la perte d'influence de la France en Afrique constatée notamment dans le Sahel d'où nous avons été expulsés et qu'il faut bien lui imputer ? Nous ouvrir des marchés dans un pays aux faibles ressources mais autoritaire et à l'ambition d'être une puissance militaire, au point de soutenir un mouvement armé en RDC ?

Bref, politiquement, est-ce que ces repentances permanentes aujourd'hui le Rwanda, hier l'Algérie par exemple au succès tout aussi infime, renforcent l'influence de notre pays ?

Si c'est cela la politique étrangère de la France en Afrique comme d'ailleurs en Europe au sein de l'Union européenne ou face à la Russie au début de la guerre russo-ukrainienne, on peut s'interroger sur la crédibilité de ceux qui construisent la place de notre pays sur l'échiquier international. À se demander s'il y a une vision à long terme et s'il ne s'agit pas simplement de se mettre personnellement en valeur pour laisser une place dans l'histoire de notre pays.

En attendant, pour resituer la question rwandaise, notamment en précisant le rôle des forces de l'ONU sur place, je mets en ligne cet article que j'ai rédigé en mai 1994 pour la [Revue Défense nationale](#). Premier article au profit d'une chronique mensuelle sur l'ONU qui s'est étalée sur trois ans, il traitait de la situation au Rwanda. À cette époque, j'étais officier stagiaire à l'École de guerre et j'étais bien sûr en contact avec la cellule de crise du centre opérationnel de l'état-major des armées pour ce qui est des informations factuelles.

À noter que je n'ai pas attendu d'avoir quitté l'institution militaire pour écrire sur ce drame à la différence d'anciens officiers que j'entends parfois et plutôt « un » ex-officier, sans doute en mal de reconnaissance, au point de salir les armées pourtant exemplaires dans le contexte politique et humanitaire de cette tragédie. Mais bon...

Ci-dessous l'article rédigé en mai 1994.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)